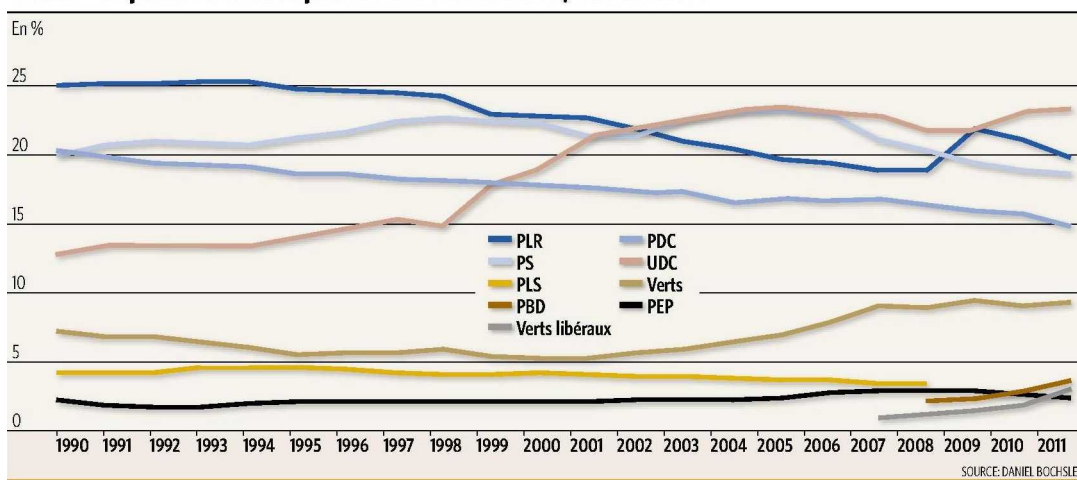
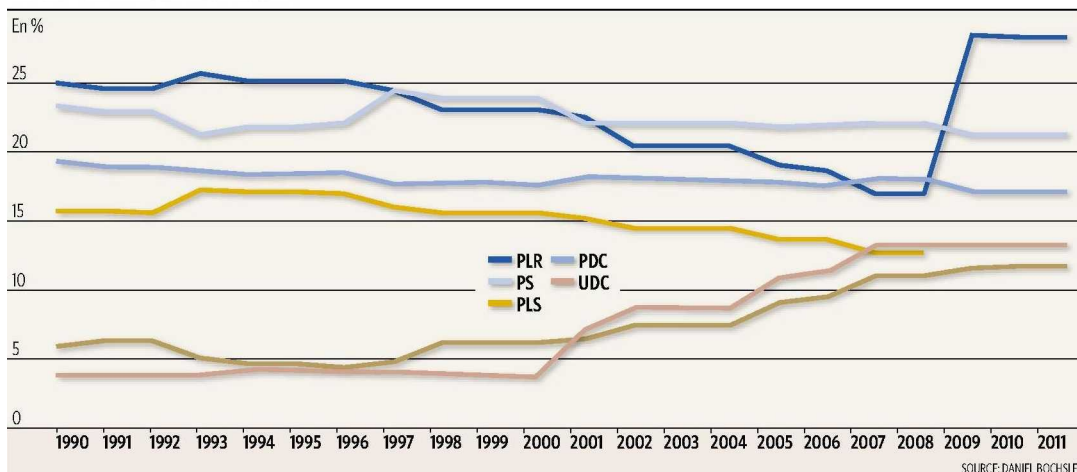


# A six mois des élections fédérales, le PLR et le PDC accusent le coup

## Force des partis dans les parlements cantonaux, en Suisse...



## ... et en Suisse romande



## Daniel Bochsler et Pascal Sciarini

Après Zurich la semaine dernière, le Tessin et Lucerne ont renouvelé ce week-end leur parlement cantonal. A six mois des élections fédérales, les bons résultats des Verts libéraux et du PBD à Zurich et les déboires du PLR et du PDC dans les trois cantons ont retenu l'attention des médias. A

juste titre: comme le montre notre indice de la force électorale des partis dans les parlements cantonaux, qui corrige les différences de taille des cantons et des parlements (voir graphique ci-contre), les résultats des deux dernières semaines s'inscrivent dans une tendance plus générale, ascendante pour les Verts libéraux et le PBD et descendante pour le PLR et le PDC.

Le bilan des élections cantona-

les 2007-2011 est favorable à l'UDC, qui a conforté sa position de numéro un dans les parlements cantonaux (23,1% des sièges). La création du PBD lui a certes coûté 2% des sièges, mais l'UDC a compensé cette perte par des gains substantiels dans plusieurs cantons, en particulier dans les cantons catholiques de Suisse centrale et orientale (Nidwald, Uri, Schwyz, Saint-Gall, Lucerne). Même à Berne et à Glaris,

où environ un tiers de la députation UDC est passée au PBD en 2008, l'UDC a ensuite refait une bonne partie de son retard. Seul motif de satisfaction pour ses concurrents: la force de l'UDC dans les parlements cantonaux reste nettement en deçà de son score au Conseil national.

Les deux partis n'ont toujours pas

## trouvé la parade pour enrayer leur inexorable érosion électorale

Si l'UDC se porte comme un charme, les signaux sont par contre au rouge pour les deux autres partis bourgeois du Conseil fédéral – le PLR et le PDC. A l'inverse de l'UDC, le PLR peut, certes, s'enorgueillir d'être plus fort dans les parlements cantonaux (19,8%) qu'au Conseil national (17,7%) et la fusion radicale-libérale lui a initialement permis de retrouver son statut de premier parti dans les cantons. Cependant, les élections des deux dernières années ont été très défavorables au PLR. Les cas des Grisons ou de Schaffhouse, où le PLR a progressé, constituent des exceptions au regard des cantons dans lesquels il a reculé – parfois abruptement (jusqu'à 3 à 7% de pertes en Argovie, Bâle-Campagne, Berne, Genève, Glaris, Jura, Soleure, Schwyz et tout récemment à Lucerne et au Tessin). La fusion a artificiellement gonflé la force électorale du PLR de 3%, mais les défaites récentes lui ont coûté 2%. La concurrence des Verts libéraux et du PBD ne fournit à cet égard qu'une explication partielle, puisque le PLR a également dévié dans les cantons où cette concurrence n'existait pas (par exemple à Genève, dans le Jura, à Uri ou au Tessin).

La position du PDC n'est guère plus enviable. Contrairement au PLR, le PDC avait réussi à maintenir ses positions entre 2003 et 2007. Cependant, pour le PDC aussi la tendance baissière a repris entre 2007 et 2011: il a perdu 2% des sièges parlementaires et ses dernières déconvenues à Zurich, à Lucerne et au Tessin l'ont fait passer au-dessous de la barre de 15%. Le PDC a particulièrement souffert dans ses fiefs catholiques alémaniques – là où l'UDC a le plus progressé – sans parvenir à compenser ces pertes par des gains dans les cantons plus urbanisés, où il a même parfois reculé (par exemple à Zurich).

Le PDC et le PLR demeurent les piliers des «coalitions gouverne-

mentales» dans les cantons comme au niveau fédéral et ils continuent de jouer un rôle central dans la politique fédérale, en étant presque toujours dans la coalition majoritaire au parlement. Ils n'ont pourtant toujours pas trouvé la parade pour enrayer leur inexorable érosion électorale.

Le PS a lui aussi souffert au cours des quatre dernières années, surtout au début: le recul du PS a débuté au printemps 2007 dans le canton de Zurich (perte de 6% des voix et de 10% des sièges) et s'est ensuite confirmé aux élections fédérales de l'automne, ainsi que dans les élections cantonales qui ont suivi, lors desquelles le PS a subi une suite quasiment ininterrompue de défaites, comme à Saint-Gall, Schaffhouse et Schwyz en 2008. Alors qu'au début des années 2000 le PS faisait jeu égal avec l'UDC dans les parlements cantonaux, il s'est entre-temps fait distancer, lâchant 4% des sièges parlementaires entre 2006 et 2010. A en croire les élections les plus récentes, comme au Jura, à Zurich et à Lucerne, le PS semble néanmoins être parvenu à se stabiliser, ou tout au moins à freiner le rythme du recul.

La stabilité est le trait qui caractérise le mieux la force électorale des Verts. Principaux vainqueurs des élections cantonales entre 2003 et 2007 (+3,1%), les Verts n'ont pas pu rééditer cette percée au cours des quatre dernières années. Leur force électorale reste quasiment inchangée (+0,3%, à 9,3%).

La Suisse alémanique semble offrir un terrain fertile aux nouvelles formations de droite modérée. Dans les régions urbaines, ce sont les Verts libéraux qui en profitent, dans les campagnes, c'est le PBD. Depuis 2007, les Verts libéraux ont multiplié par trois leur force dans les parlements cantonaux. A Zurich, ils ont même franchi le seuil de 10% des voix – à égalité avec les Verts – et certains sondages les créditent même de 6% des intentions de vote lors des prochaines élections fédérales. Cependant, notre indice invite à

la mesure et montre qu'à l'échelle nationale les Verts libéraux demeurent un (tout) petit parti (3,1% des sièges parlementaires); en dehors de Zurich, Bâle-Ville et Lucerne, les Verts libéraux ne dépassent pas 2 à 4% des suffrages. Pas sûr, dans ces conditions, qu'ils aient beaucoup de succès en octobre prochain: dans la plupart des cantons, le nombre de sièges à pourvoir est limité, ce qui crée un quorum naturel difficile à franchir. Pour les Verts libéraux, les chances d'obtenir un siège se limitent donc aux plus grands cantons alémaniques comme Zurich, où ils en possèdent déjà trois, ou Berne. Ailleurs, comme en Argovie, à Saint-Gall ou à Lucerne, les Verts libéraux devraient encore augmenter substantiellement leur force électorale pour espérer conquérir un siège.

La situation est un peu différente pour le PBD, qui est présent dans moins de cantons que les Verts libéraux, mais qui possède déjà quelques fiefs électoraux. Au cours des trois dernières années, le PBD a ainsi réussi une percée spectaculaire à Berne, Glaris et aux Grisons, où il a gagné plus de sièges que ceux issus de la dissidence de l'UDC (respectivement 16%, 17% et 22%). Des gains qui ont coïncidé avec le recul du PLR. En outre, le PBD a également eu du succès dans trois cantons alémaniques dans lesquels il se présentait pour la première fois (Argovie, Bâle-Ville et Zurich). Au niveau suisse, le PBD demeure néanmoins – comme les Verts libéraux – un petit parti alémanique (3,6% des sièges). A part dans ses fiefs et à Zurich, ses chances de décrocher de nouveaux sièges aux prochaines élections fédérales sont limitées.

S'il ne faut donc pas exagérer la portée des succès récents des Verts libéraux et du PBD, il n'empêche que ces deux nouveaux partis créent une concurrence supplémentaire pour le PLR et le PDC, en plus de celle de l'UDC – qui est aussi, à sa manière, un nouveau parti: en soignant son profil oppositionnel et «anti-establishment», l'UDC attire les voix

des déçus des partis traditionnels.

Relevons pour terminer la spécificité de la Suisse romande (deuxième graphique ci-dessus). Tout d'abord, l'UDC y est nettement plus faible qu'en Suisse alémanique: dans les cantons romands, l'UDC est seulement le quatrième parti et devance tout juste les Verts; en Suisse romande, c'est le PLR qui demeure – très nettement – le numéro un (28,5% des sièges). Ensuite, les nouveaux venus de la politique suisse (les Verts libéraux et le PBD) sont, pour l'instant en tout cas, inexistantes en Suisse romande. Les Verts libéraux ont un siège à Fribourg et trois dans le canton de Vaud, mais il s'agit de transfuges d'autres partis. Enfin, la force des partis apparaît moins instable en Suisse romande que dans le reste de la Suisse. Il faut toutefois relativiser ce dernier constat, car il y a eu seulement quatre élections en Suisse romande depuis 2007: Fribourg et Vaud, qui sont passés à une législature de cinq ans, renouvelleront leur parlement en novembre 2011, respectivement en mars 2012.

Faute d'élection, notre indice de la force des partis est évidemment incapable de rendre compte des éventuels mouvements dans l'électorat de ces deux cantons. Une réserve similaire vaut aussi pour les cantons dans lesquels les élections ont eu lieu il y a déjà deux ou trois ans. Sur la base de notre indice, il n'est ainsi pas possible de certifier que la catastrophe nucléaire de Fukushima va déterminer durablement l'agenda politique en Suisse et, le cas échéant, profiter aux Verts et aux Verts libéraux. De même, notre indice ne permet pas d'anticiper les gains que l'un ou l'autre parti pourrait retirer de la campagne électorale à venir.

**Daniel Bochsler** est professeur assistant en politique comparée au pôle national de recherche «Democracy», au Centre pour la démocratie (ZDA) à Aarau.

**Pascal Sciarini** est professeur de politique suisse et comparée à l'Université de Genève.